

11 septembre 2019 - Le Premier Rapport Global sur le Développement Durable remis au Secrétaire général des NU

Alors que la population mondiale devrait atteindre huit milliards et demi d'êtres humains en 2030, il demeure possible d'éliminer la pauvreté et de promouvoir le bien-être de l'humanité. Pour y parvenir, un changement profond et urgent s'avère cependant indispensable dans les relations entre l'Homme et la nature, ainsi qu'une réduction significative des inégalités sociales et de genre, entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. Telles sont les conclusions du [Rapport global sur le développement durable](#) (GSDR), remis à António Guterres le 11 septembre, et qui sera présenté au Sommet des Nations Unies sur le développement durable, les 24 et 25 septembre 2019.

Intitulé « **Le futur, c'est maintenant : la science au service du développement durable** », ce rapport rédigé par un groupe de scientifiques indépendants, parmi lesquels le Pr. Jean-Paul Moatti, PDG de l'IRD et Président de l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement ([Allenvi](#)), est rendu public le 11 septembre.

Commandité par l'ensemble des États membres des Nations Unies, le Rapport constitue la première évaluation quadriennale de la mise en œuvre de [l'Agenda 2030 des 17 Objectifs de développement durable](#) (ODD) adoptés en septembre 2015. Il paraît 32 ans après le rapport « [Our Common Future](#) » coordonné par Gro Harlem Brundtland en 1987 et dont les recommandations avaient alimenté le Sommet de la Terre à Rio (1992).

Un impérieux besoin de transformations

Le groupe d'experts indépendants insiste sur le fait que « promouvoir la croissance économique au niveau planétaire au travers de la seule accumulation de biens matériels ne constitue plus une option durable ». Si la globalisation a permis de sortir de la pauvreté et d'améliorer les conditions de vie de centaines de millions de personnes, elle s'est accompagnée d'une persistance de l'extrême pauvreté et d'une montée sans précédent des inégalités socio-économiques, qui freine l'innovation et menace la cohésion sociale et la croissance économique durable. De plus, le rapport alerte sur les atteintes irréversibles et irréparables causées au système climatique et à la biodiversité mondiale, *via* l'exploitation des matières premières et les émissions de gaz à effet de serre générées.

Pour renverser cette dynamique et s'engager effectivement dans des trajectoires de développement durable, les experts préconisent des transformations radicales dans plusieurs domaines clés des activités humaines : les systèmes alimentaires et énergétiques, les modes de production et de consommation ainsi que le développement urbain. « Ces transformations ne pourront advenir qu'au travers de nouvelles formes de partenariat et d'actions coordonnées entre les gouvernements, les secteurs public et privé, la société civile, ses organisations et ses communautés, ainsi que de l'engagement actif de tous les citoyens ».

Les experts invitent les pays développés à **limiter les gaspillages massifs des ressources, ainsi que le recours aux combustibles fossiles, aux emballages et produits plastiques.** « Des niveaux plus élevés

de **croissance économique demeurent indispensables pour les pays les plus pauvres**, afin de garantir des services sociaux et des infrastructures de qualité à leurs populations ». Ils mettent toutefois en garde les États sur le fait que la stratégie de « croissance à tout prix » (avec réparation ultérieure des dommages sociaux et environnementaux qu'elle cause) n'est plus une « option pertinente ».

Par ailleurs, les experts proposent aux Nations Unies de mettre en place **un processus de labellisation standardisé des investissements durables (SDI label)** : des critères clairs et des recommandations précises permettant d'encourager, avec une plus grande transparence, les investisseurs privés et publics, mais aussi les marchés financiers, à s'aligner sur les ODD et à se détourner des investissements qui freinent le développement durable.

Le rapport souligne aussi l'importance de la connaissance scientifique pour anticiper les tensions et les arbitrages inhérents à des changements structurels généralisés. Il s'agit par exemple de fournir des **alternatives en matière d'emploi et de conditions de vie décentes aux travailleurs des industries fossiles et polluantes qui devront se reconvertir**.

Dans le même esprit, le rapport insiste sur la nécessité d'un fort engagement politique en faveur de trajectoires de développement durable, qui ne peuvent pas être identiques : chaque pays, région et territoire doit ainsi identifier ses propres priorités et synergies.

Un appel à l'action : 20 interventions pour faire la différence

Le rapport se conclut par un « **Appel à l'action** » qui propose **20 interventions susceptibles** d'accélérer la réalisation des 169 cibles des 17 ODD d'ici à 2030. Pour cela, les experts se sont basés sur la synthèse de la littérature scientifique récente et se sont efforcés d'analyser les interactions, les synergies possibles et les arbitrages nécessaires entre ces cibles.

Ainsi, le rapport présente des pistes concrètes en faveur de l'accès universel à des services sociaux et des infrastructures technologiques de base (indispensables à l'élimination de la pauvreté et à l'amélioration du bien-être humain), en matière de santé, d'éducation, d'eau potable et d'assainissement, de logement, de transports, de systèmes de protection sociale et d'aide aux personnes vivant avec un handicap. Il appelle à porter une attention accrue à la lutte contre les discriminations sociales, légales et institutionnelles dont sont victimes de nombreuses populations de par le monde.

Il recommande également de renforcer les possibilités d'action des organisations syndicales, des organisations non gouvernementales et de la société civile, des mouvements en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et des représentations de populations vulnérables, qui doivent avoir l'opportunité de participer activement à la réussite de l'Agenda 2030.

Le rapport explique que le succès de l'Agenda 2030 ne passera que par des **villes plus durables**, alors que deux tiers de la population mondiale devrait se concentrer dans les territoires urbains d'ici 2050. Les experts plaident pour une **amélioration des transports publics et des infrastructures** - notamment digitales - ainsi que des services sociaux et une réorientation économique vers des industries et des services à plus fort contenu technologique et vers plus de solutions fondées sur la nature.

Enfin, le groupe de scientifiques indépendants insiste sur **la préservation des biens communs environnementaux**, comme l'atmosphère, les océans et les forêts primaires, qui constituent une source essentielle de services écosystémiques et de ressources naturelles. « Les gouvernements, mais aussi les communautés et autorités locales, le secteur privé et les organisations multilatérales doivent converger pour préserver ou restaurer les capacités durables des écosystèmes naturels ».

Des décisions fondées sur l'évidence scientifique

Le rapport insiste sur le rôle primordial que doit jouer la science pour apporter une contribution clé au développement durable. « Les Universités et les autres institutions d'Enseignement supérieur, les décideurs et les agences de financement de la recherche doivent promouvoir une science plus directement guidée par l'Agenda 2030 ».

Pour les experts, cela nécessite également le renforcement des capacités des pays en développement en matière d'Enseignement supérieur, d'infrastructure scientifique et d'innovation - qui doit devenir un axe principal de l'aide au développement - ainsi qu'une priorité plus affirmée de la recherche au service du développement durable.

Cette « **science de la durabilité** », qui fonde son approche sur l'**interdisciplinarité, sur les sciences participatives avec les communautés concernées**, contribue à la recherche de solutions innovantes pour le développement durable et renforce l'interface entre science et politique, en fournissant les informations pertinentes aux décideurs et aux acteurs du développement. C'est dans cette perspective que l'IRD développe des collaborations avec des scientifiques des pays de la zone intertropicale et méditerranéenne.

Consulter le rapport : <https://sustainabledevelopment.un.org/gsdr2019>

La rédaction du premier rapport quadriennal global sur le développement durable (GSDR) a été commanditée en juillet 2016 par les États membres des Nations Unies, dans la perspective du sommet 2019 sur les Objectifs de développement durable.

Le rapport a été rédigé par un groupe de 15 scientifiques indépendants, de différentes disciplines (sciences naturelles et environnementales, sciences de la vie et sciences humaines et sociales exerçant dans les pays avancés comme dans les pays en développement), mandaté par le Secrétaire Général des Nations Unies.

Le groupe est présidé par Endah Murniningtya, ancienne Ministre de la Planification d'Indonésie et par Peter Messerli, Directeur du Centre de Recherche pour le Développement et l'Environnement de l'Université de Berne (Suisse).